

Vu le décret du 14 juillet 1998 contenant diverses mesures relatives à l'enseignement secondaire et modifiant le décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, notamment l'article 2, 7°;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 novembre 1991 fixant les conditions de création d'emplois dans les fonctions de conseiller technique et de conseiller technique-coordonateur dans l'enseignement secondaire à temps plein, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 mai 1996 et par le décret du 14 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre chargé du Budget, donné le 21 juin 2002;

Vu le protocole n° 459 du 15 juillet 2002 portant les conclusions des négociations menées en réunion commune du Comité sectoriel X et de la sous-section « Communauté flamande » de la section 2 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu le protocole n° 227 du 15 juillet 2002 portant les conclusions des négociations menées au sein du Comité coordinateur de négociation, visé au décret du 5 avril 1995, portant création de comités de négociation dans l'enseignement libre subventionné;

Vu la délibération du Gouvernement flamand, le 15 juillet 2002, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 33.957/1 du Conseil d'Etat, donné le 3 octobre 2002, par application de l'article 84, premier alinéa, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Enseignement et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 novembre 1991 fixant les conditions de création d'emplois dans les fonctions de conseiller technique et de conseiller technique-coordonateur dans l'enseignement secondaire à temps plein, les mots « et toute fonction de conseiller technique-coordonateur » sont insérés entre le mot « conseiller » et le mot « peut ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 1998.

Art. 3. La Ministre flamande qui a l'Enseignement dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mars 2003.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

La Ministre flamande de l'Enseignement et de la Formation,

M. VANDERPOORTEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 2811

[C — 2003/29362]

12 JUNI 2003. — Décret définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — De la participation au sein des institutions universitaires

Article 1^{er}. Le titre premier du présent décret est applicable aux institutions universitaires visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, modifié par le décret du 14 juillet 1997, ci-après dénommées les institutions universitaires.

CHAPITRE I^{er}. — Des droits reconnus aux étudiants

Art. 2. Les représentants des étudiants ont accès, dans les mêmes conditions que les autres membres des organes dont ils font partie, aux documents nécessaires à l'exercice de leur mandat, dans le respect des lois, arrêtés et règlements relatifs au respect et à la protection de la vie privée lorsqu'il s'agit de documents ayant trait à des personnes.

CHAPITRE II. — Des missions et des droits des représentants des étudiants

Art. 3. Sont électeurs les étudiants qui, au 1^{er} décembre de l'année académique au cours de laquelle les élections sont organisées, sont inscrits régulièrement au rôle des étudiants de l'institution universitaire concernée.

Art. 4. Les autorités des institutions universitaires apportent les moyens nécessaires à l'organisation des élections, qui ont lieu au moins une fois tous les deux ans. Un règlement électoral, comprenant au moins les éléments visés à l'article 5 du présent décret est rédigé par un organe paritaire composé de représentants du conseil des étudiants lorsque celui-ci existe et des autorités des institutions universitaires.

Art. 5. Le règlement électoral comprend au moins :

1° le principe de l'élection des représentants des étudiants par et parmi les étudiants de l'institution, au terme d'un scrutin à un tour. Un second tour est organisé dans le cas où le quorum visé à l'article 6 n'est pas atteint;

2° la ou les dates des élections, qui doivent être clôturées le 30 avril;

3° la mention du choix de l'organisation de l'élection des représentants des étudiants aux organes visés à l'article 9 et de leurs suppléants soit de façon directe soit via un conseil des étudiants;

4° le choix de l'organisation des élections par faculté ou sur l'ensemble de l'institution;

5° la date d'entrée en fonction des représentants élus;

6° la mise en place d'une commission électorale chargée du contrôle et du dépouillement, composée paritairement d'étudiants non candidats d'une part et de membres du personnel et des autorités de l'institution de l'autre, dont le président et le vice-président sont alternativement un étudiant et un représentant des autorités de l'institution universitaire;

7° la diffusion d'une information individualisée auprès des étudiants électeurs.

Art. 6. Pour être valable, le scrutin doit avoir recueilli la participation d'au moins 20 % des étudiants régulièrement inscrits dans les premier et deuxième cycles de l'institution universitaire et 25 % des étudiants régulièrement inscrits dans la faculté si l'élection est organisée par faculté.

Si le quorum visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas atteint, les étudiants classés en ordre utile sont désignés aux organes visés aux articles 10, 11 et 12 du présent décret. Ces représentants n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la représentativité visée au titre II du présent décret.

Art. 7. La mission des représentants des étudiants est de :

- représenter tous les étudiants de l'institution universitaire;

- défendre et promouvoir les intérêts des étudiants, notamment sur toutes questions relatives à l'enseignement, à la pédagogie et à la gestion de l'institution;

- susciter la participation active des étudiants de l'institution en vue de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de citoyen actif, responsable et critique au sein de la société et de leur institution;

- assurer la circulation de l'information entre les autorités de l'institution et les étudiants;

- participer à la formation des représentants des étudiants afin d'assurer la continuité de la représentation.

Art. 8. Tout représentant des étudiants qui perd sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit ou qui est absent, sans justification, à trois réunions de l'organe dans lequel il est amené à siéger est remplacé pour le reste de la durée de son mandat.

Dans les institutions universitaires dans lesquelles les représentants des étudiants sont élus via un conseil des étudiant, il est pourvu à ce remplacement selon la procédure visée à l'article 19.

Dans les institutions universitaires dans lesquelles les représentants des étudiants sont élus directement, pour les représentants aux organes visés aux articles 10 et 11, il est pourvu à ce remplacement selon la procédure visée à l'article 23. Pour les représentants aux organes visés à l'article 9, un suppléant achève le mandat.

CHAPITRE III. — *De la participation au sein des organes des institutions universitaires*

Art. 9. Des représentants des étudiants sont membres avec voix délibérative, à raison d'au moins 20 % de la composition des organes constitués au sein de chaque institution universitaire, qui sont compétents pour :

1° nommer le personnel administratif, ainsi que le personnel spécialisé, le personnel de maîtrise, les gens de métier et de service;

2° arrêter et approuver les budgets et les comptes de l'institution universitaire;

3° décider, dans les limites des crédits budgétaires, des travaux d'entretien que nécessitent les bâtiments appartenant à l'institution et les faire exécuter dans les conditions fixées par la législation;

4° disposer, dans les limites et les conditions fixées par les lois, décrets et arrêtés, des crédits affectés à l'établissement;

5° déterminer les cours, travaux et exercices pratiques relatifs aux matières de l'enseignement, conformément aux dispositions légales;

6° définir la procédure interne et les modalités de la procédure externe d'évaluation de l'enseignement et de fonctionnement de l'établissement;

7° nommer les membres du personnel scientifique.

Art. 10. Des représentants des étudiants sont membres avec voix délibérative, à raison d'au moins 25 % de la composition des organes chargés au sein de chaque institution universitaire de :

1° remettre un avis aux organes visés à l'article 9 sur toutes questions relatives à l'utilisation des moyens pédagogiques et à l'affectation des ressources humaines;

2° émettre des propositions relatives aux études, aux examens et, en général, à l'organisation pédagogique de l'institution.

Art. 11. Des représentants des étudiants sont membres avec voix délibérative, à raison d'au moins 50 % de la composition des organes chargés au sein de chaque institution universitaire, de la gestion des subventions annuelles visées à l'article 1^{er} de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés.

Art. 12. Des représentants des étudiants sont membres avec voix délibérative, à raison d'au moins 20 %, des conseils de faculté ou des organes constitués au niveau des différents domaines d'études de chaque institution universitaire.

Art. 13. Des représentants des étudiants, choisis parmi les représentants aux organes visés à l'article 9, peuvent être membres des organes constitués au sein de chaque institution universitaire, compétents pour des matières autres que celles visées à l'article 9 et ainsi que pour la préparation des décisions relatives aux matières visées au même article, selon une proportion déterminée par les autorités des institutions universitaires.

Art. 14. Les autorités des institutions universitaires mettent tout en œuvre afin de permettre la participation des étudiants dans ces différents organes.

CHAPITRE IV. — *Du mode de désignation des représentants des étudiants*

Section I^{re}. — Désignation au sein des organes visés à l'article 9

Art. 15. Les représentants des étudiants aux organes visés à l'article 9 peuvent soit être élus directement soit désignés par un conseil des étudiants constitué au niveau de l'institution universitaire.

Art. 16. Les représentants des étudiants élus directement peuvent décider, pour l'octroi des mandats suivants, de passer au système du conseil des étudiants.

Pour être valable, cette décision doit être prise par deux tiers au moins des représentants des étudiants élus aux organes visés à l'article 9, au plus tard deux mois avant l'ouverture de la période électorale suivante.

Elle est notifiée par écrit aux autorités de l'institution universitaire.

Art. 17. Le conseil des étudiants peut décider, pour l'octroi des mandats suivants, de passer au système de l'élection directe des représentants des étudiants.

Pour être valable, cette décision doit être prise à la majorité des deux tiers, au moins, des membres composant le conseil des étudiants, au plus tard deux mois avant l'ouverture de la période électorale suivante.

Elle est notifiée par écrit aux autorités de l'institution universitaire.

Section II. — Du conseil des étudiants

Art. 18. Un conseil des étudiants peut être constitué par les étudiants au sein d'une institution universitaire.

Pour être valablement constitué, le conseil des étudiants doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être élu par l'ensemble des électeurs visés à l'article 3;

2° compter au moins 7 membres élus lors des élections visées à l'article 4;

3° compter parmi ceux-ci au moins un représentant des étudiants issu de chaque faculté ou domaine d'études pour autant qu'un représentant en ait été élu.

Art. 19. Le conseil des étudiants désigne parmi les membres élus le constituant les représentants des étudiants aux organes visés à l'article 9.

Le conseil des étudiants désigne parmi les étudiants régulièrement inscrits dans l'institution universitaire les représentants des étudiants aux organes visés aux articles 10 et 11.

La désignation des étudiants siégeant dans les organes visés aux articles 9, 10 et 11, est effectuée par l'ensemble des représentants des étudiants issus des élections visées à l'article 4.

Ils transmettent la liste de ces représentants aux autorités de l'institution universitaire ainsi qu'au commissaire ou délégué du Gouvernement auprès de l'institution universitaire, pour le 31 mai au plus tard.

Section III. — De l'élection directe

Art. 20. Les étudiants siégeant aux organes visés à l'article 9 et leurs suppléants peuvent être élus directement par et parmi les étudiants conformément à la procédure électorale définie au sein de l'institution universitaire, conformément à l'article 5.

Art. 21. Des étudiants élus aux organes visés à l'article 9 peuvent se regrouper pour former une organisation représentative des étudiants constituée au niveau local.

Art. 22. Pour être valablement constituée, une organisation représentative constituée au niveau local doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° compter parmi ses membres fondateurs, au moins 35 % des élus effectifs au sein des organes visés à l'article 9;

2° déposer pour le 31 mai au plus tard auprès du commissaire du Gouvernement auprès de l'institution, un document attestant la constitution d'une organisation représentative constituée au niveau local.

Art. 23. La ou les organisations représentatives constituées au niveau local ou, le cas échéant, les étudiants élus aux organes visés à l'article 9 désignent les représentants des étudiants aux organes visés aux articles 10, et 11 proportionnellement au nombre d'étudiants élus directement qui la ou les composent.

La liste de ces représentants est transmise aux autorités de l'institution ainsi qu'au commissaire du Gouvernement auprès de l'institution, pour le 31 mai au plus tard.

CHAPITRE V. — *Des moyens octroyés aux représentants des étudiants*

Art. 24. Outre la mise à disposition gratuite de locaux, les institutions universitaires octroient annuellement au conseil des étudiants ou aux organisations représentatives constituées au niveau local, des moyens financiers destinés à leur fonctionnement.

L'ensemble des moyens financiers octroyés est calculé sur la base du nombre d'étudiants régulièrement inscrits au sein de l'institution universitaire au cours de l'année académique des élections, à raison d'au moins 2,5 euros par étudiant et ne peut être inférieur à 5.000 euros.

Art. 25. Les institutions universitaires mettent du personnel à disposition du conseil des étudiants ou des organisations représentatives constituées au niveau local, à raison d'au moins un demi équivalent temps plein par tranche de 10 000 étudiants entamée.

TITRE II. — **De la représentation au niveau communautaire**

Art. 26. Le titre II du présent décret est applicable aux institutions universitaires visées à l'article 1^{er} du décret du 5 septembre 1994, ci-après dénommées les institutions universitaires, aux hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française visées à l'article 1^{er}, 1°, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, ci-après dénommées hautes écoles, aux écoles supérieures des arts visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 17 mai 1999, relatif à l'enseignement supérieur artistique, ci-après dénommées écoles supérieures des arts, ainsi qu'aux instituts supérieurs d'architecture visés à l'article 3, § 3, de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, ci-après dénommés instituts supérieurs d'architecture.

Art. 27. § 1^{er}. Il faut entendre par organisation représentative des étudiants au niveau communautaire, l'association ou, le cas échéant, le regroupement d'associations volontaires d'étudiants qui répond, notamment, aux conditions suivantes :

- avoir pour fonction de représenter tous les étudiants fréquentant une haute école, une institution universitaire, une école supérieure des arts et/ou un institut supérieur d'architecture;

- avoir pour objet de défendre et de promouvoir les intérêts des étudiants, notamment en matière d'enseignement, de pédagogie, de gestion ainsi qu'en matière de conditions d'accès à la haute école, à l'institution universitaire, à l'école supérieure des arts ou à l'institut supérieur d'architecture;

- susciter la participation active des étudiants en vue de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de citoyen actif, responsable et critique au sein de la société et de leur haute école, de leur institution universitaire, de leur école supérieure des arts ou de leur institut supérieur d'architecture;

- assurer la circulation de l'information auprès et en provenance des étudiants;

- participer à la formation des représentants des étudiants.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires de la Communauté française, une subvention annuelle est allouée à chaque organisation représentative au niveau communautaire reconnue.

Cette subvention est répartie entre les organisations représentatives reconnues au niveau communautaire, d'une part, à raison de 25 % du montant, de manière égale entre ces organisations représentatives reconnues au niveau communautaire d'autre part, pour le reste, en fonction du nombre d'étudiants régulièrement inscrits dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française auxquels s'applique le titre II du présent décret et représentés par les conseils des étudiants et les organisations représentatives constituées au niveau local affiliés à chacune de ces organisations représentatives communautaires.

La justification de l'utilisation des subventions annuelles est assurée par la conservation durant cinq ans par l'organisation bénéficiaire de tous les documents justificatifs et par leur présentation à toute demande du Gouvernement.

§ 3. Les élections des membres de chaque organisation représentative des étudiants ont lieu, chaque année, avant le 30 juin.

Ces organisations communiquent au Gouvernement de la Communauté française une copie de leurs statuts et règlements ainsi que la composition de leurs instances.

Art. 28. Une organisation représentative des étudiants au niveau communautaire est reconnue si elle réunit, au moment de la demande de reconnaissance, les conditions suivantes :

1° affilier au moins cinq conseils des étudiants ou organisations représentatives constituées au niveau local, dont au moins un conseil des étudiants visé à l'article 73 du décret du 5 août 1995 et au moins un conseil des étudiants visé à l'article 18 du présent décret ou une organisation représentative constituée au niveau local visée à l'article 21 du même décret et représenter, via les conseils des étudiants ou les organisations représentatives des étudiants constituées au niveau local affiliées, au moins 20 % des étudiants régulièrement inscrits dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française, répartis sur trois zones ou province au moins;

2° avoir prévu dans ses statuts une représentation proportionnelle en son sein des conseils des étudiants et/ou des organisations représentatives des étudiants constituées au niveau local qui y désignent leur représentation conformément à l'article 34 du présent décret, en assurant la présence d'au moins un représentant pour chacun de ces conseils des étudiants et/ou des organisations représentatives des étudiants constituées au niveau local;

3° être constituée sous la forme d'une asbl;

4° assurer la publicité des informations destinées aux membres ainsi que des règles d'adhésion à l'organisation et d'accès aux activités, programmes et services offerts par celle-ci;

5° avoir son siège dans la région de la langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

6° avoir des statuts qui respectent le décret;

7° tenir une comptabilité régulière permettant le contrôle financier;

8° accepter la vérification de la conformité de ses activités et de leur comptabilité aux conditions d'octroi des subventions, conformément à la Section III du chapitre III du titre II de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat;

9° avoir communiqué au Gouvernement, au plus tard le 15 juillet de chaque année, les nom et prénom des membres désignés par les différents conseils des étudiants et/ou des organisations représentatives des étudiants constituées au niveau local au sein de l'organisation représentative, les résolutions d'adhésion des différents conseils des étudiants et/ou des organisations représentatives des étudiants constituées au niveau local, la composition de ses instances, ainsi que les statuts et règlements, ou s'il échet leurs modifications;

10° avoir introduit une demande de reconnaissance auprès du Gouvernement, au plus tard le 15 juillet de l'année au cours de laquelle le Gouvernement arrête la liste visée à l'article 29.

Art. 29. Le Gouvernement arrête pour trois ans la liste des organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire à partir du 1^{er} septembre.

Art. 30. La reconnaissance par le Gouvernement d'une organisation représentative des étudiants au niveau communautaire permet à celle-ci :

1° d'obtenir la subvention annuelle visée à l'article 27, § 2, du présent décret;

2° de participer à la concertation avec le Gouvernement visée à l'article 32 du présent décret;

3° de désigner des représentants des étudiants au sein des différents conseils et commissions tel que prévu à l'article 33 du présent décret.

Art. 31. Le Gouvernement peut retirer la reconnaissance aux organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire qui cessent de répondre aux conditions fixées par le présent décret.

Cette procédure de retrait est précédée d'une audition des représentants de l'association concernée et, si l'organisation représentative des étudiants reconnue au niveau communautaire ne répond toujours plus aux conditions de reconnaissance, d'une mise en demeure par le Gouvernement. A partir de celle-ci, l'organisation représentative des étudiants reconnue au niveau communautaire dispose d'un délai de trente jours pour remplir à nouveau les conditions précitées.

Art. 32. Les organisations représentatives au niveau communautaire reconnues sont concertées sur tout projet de décret ou d'arrêté réglementaire relatif à l'enseignement supérieur ou aux allocations et prêts d'études. Le Gouvernement fixe les modalités de cette concertation.

Art. 33. Les organisations représentatives au niveau communautaire reconnues sont seules habilitées à désigner les représentants étudiants siégeant au sein des différents conseils et commissions existant en Communauté française.

Art. 34. Tout conseil des étudiants ou toute organisation représentative des étudiants constituée au niveau local, au prorata de sa représentativité, peut décider librement de s'affilier à une organisation représentative au niveau communautaire reconnue ou de créer une organisation représentative au niveau communautaire.

Tout conseil des étudiants ou toute organisation représentative des étudiants constituée au niveau local ne peut être affilié qu'à une seule organisation représentative reconnue au niveau communautaire à la fois.

Tout conseil ou toute organisation représentative des étudiants constituée au niveau local désigne chaque année ses représentants dans l'organisation représentative au niveau communautaire de son choix, dans le respect des dispositions statutaires de celle-ci.

Art. 35. Une évaluation de l'exécution du présent décret sera menée par le Gouvernement au plus tôt à l'issue de la troisième année académique qui suit son entrée en vigueur.

TITRE III. — Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales

Art. 36. A l'article 8, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat sont apportées les modifications suivantes :

1° le 3° est remplacé par la disposition suivante : « 3° de onze représentants du corps enseignant élus par le conseil académique parmi les membres du corps enseignant et y exerçant depuis deux ans au moins une fonction à charge complète; »

2° le 4° est remplacé par la disposition suivante : « 4° de cinq représentants du corps scientifique élus parmi les membres du corps scientifique et y ayant exercé pendant deux ans au moins une activité professionnelle universitaire; »

3° le 5° est remplacé par la disposition suivante : « 5° de trois représentants du personnel administratif et du personnel spécialisé de maîtrise, gens de métier et de service, élus parmi les membres du personnel exerçant depuis deux ans au moins une activité professionnelle dans le même établissement; »;

4° le 6° est remplacé par la disposition suivante : « 6° de sept représentants des étudiants désignés conformément au décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire, qui y ont déjà accompli une année d'études » ;

5° le 7° est remplacé par la disposition suivante : « de sept représentants issus des milieux sociaux, économiques et politiques ».

Art. 37. A l'article 14 de la même loi du 28 avril 1953 précitée, il est ajouté un alinéa 5 libellé comme suit :

« L'alinéa précédent n'est pas applicable aux représentants des étudiants, auxquels s'appliquent les dispositions du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire. »

Art. 38. A l'article 15 de la loi du 28 avril 1953 précitée, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « , à l'exception des représentants des étudiants désignés conformément aux dispositions du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire. » sont ajoutés après les mots « des membres du conseil d'administration »;

2° A l'alinéa 4, les mots « à l'exception des représentants des étudiants, auxquels s'appliquent les dispositions du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire » sont ajoutés après les mots « sa désignation ».

Art. 39. A l'article 19*bis* de la loi du 28 avril 1953 précitée, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : « Celui-ci est composé du recteur, du vice recteur, de deux professeurs, d'un représentant du corps scientifique, d'un représentant du personnel administratif et du personnel spécialisé de maîtrise, gens de métier et de service, de deux représentants des étudiants et de deux représentants issus des milieux sociaux, économiques et politiques. »

Art. 40. A l'article 64*bis*, § 1^{er}, de la loi du 28 avril 1953 précitée sont apportées les modifications suivantes :

1° le 3° est remplacé par la disposition suivante : « 3° de six représentants du corps enseignant élus par le conseil académique parmi les membres du corps enseignant et y exerçant depuis deux ans au moins une fonction à charge complète; »;

2° le 4° est remplacé par la disposition suivante : « 4° de trois représentants du corps scientifique élus parmi les membres du corps scientifique et y ayant exercé pendant deux ans au moins une activité professionnelle universitaire; »;

3° le 6° est remplacé par la disposition suivante : « 6° de quatre représentants des étudiants désignés conformément au décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire, qui y ont déjà accompli une année d'études; »;

4° le 7° est remplacé par la disposition suivante : « 7° de trois représentants issus des milieux sociaux, économiques et politiques; ».

Art. 41. L'article 64*bis*, § 2, de la loi du 28 avril 1953 précitée est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. le bureau de la faculté est composé du recteur, du vice recteur, de deux professeurs, d'un représentant du corps scientifique, d'un représentant du personnel administratif et du personnel spécialisé de maîtrise, gens de métier et de service, de deux représentants des étudiants et de deux représentants issus des milieux sociaux, des milieux économiques et politiques. »

Art. 42. Un article 4*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires, « Les commissaires ou délégués du Gouvernement auprès des institutions universitaires sont chargés du contrôle de la mise en œuvre de la participation des étudiants dans les universités et notamment de :

1° la conformité du règlement et de la procédure électorale aux dispositions du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire;

2° la validité du déroulement du processus électoral;

3° le respect des quorums de participation aux élections.

En outre, les commissaires ou délégués sont chargés de contrôler l'utilisation des moyens octroyés conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement. »

Art. 43. Les articles 3 à 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 1996 réglant l'élection du conseil des étudiants des hautes écoles et fixant les modalités de reconnaissance et de subventionnement des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire sont abrogés.

Art. 44. Les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire reconnues pour l'année académique 2001-2002 sont reconnues jusqu'au 31 août 2004.

Art. 45. Pour l'année académique 2004-2005, dans le cas où les élections des représentants des étudiants n'ont pas atteint les quorums visés à l'article 6, les étudiants ayant obtenu le plus de voix, sont désignés dans les organes visés aux articles 9, 10, 11 et 12 du présent décret.

Art. 46. L'article 32bis de l'arrêté royal du 23 octobre 1967 portant règlement général des universités et des centres universitaires d'Etat, inséré par l'arrêté royal du 14 septembre 1971, est complété par les mots « à l'exception des quorums prévus à l'article 31 ».

Art. 47. L'article 78 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles est abrogé.

Art. 48. Les articles 1^{er}, 2 et 3 du décret du 31 mai 1999 portant certaines réformes en matière d'enseignement supérieur sont abrogés.

Art. 49. Dans l'article 39bis, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les mots « des conseils des étudiants et des organisations représentatives au niveau local » sont insérés entre les mots « à l'exclusion des étudiants » et les mots « et des membres du personnel ».

Art. 50. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2003, à l'exception de l'article 44 qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 juin 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil
et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale
et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
D. DUCARME

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003-2003.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 406-1. Amendements de commission, n° 406-2. Rapport, n° 406-3.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 3 juin 2003.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 2811

[C — 2003/29362]

12 JUNI 2003. — Decreet tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Deelneming aan het leven van de universitaire instellingen

Artikel 1. Titel één van dit decreet is van toepassing op de universitaire instellingen bedoeld bij artikel 1, § 1, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1997, hierna de universitaire instellingen.

HOOFDSTUK I. — *De erkende rechten van de studenten*

Art. 2. De vertegenwoordigers van de studenten hebben toegang, onder dezelfde voorwaarden als de andere leden van de organen waar zij deel van uitmaken, tot de documenten die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun mandaat, mits inachtneming van de wetten, besluiten en reglementen betreffende de eerbiediging en bescherming van het privé-leven als het om documenten gaat met betrekking tot personen.

HOOFDSTUK II. — *Opgachten en rechten van de vertegenwoordigers van de studenten*

Art. 3. Worden kiesgerechtigd de studenten die, op 1 december van het academiejaar tijdens hetwelk de verkiezingen plaatsvinden, regelmatig ingeschreven zijn als studenten van de betrokken universitaire instelling.

Art. 4. De overheid van de universitaire instellingen zorgt voor de nodige middelen voor de organisatie van de verkiezingen, die minstens een maal om de twee jaar plaatsgrijpen. Een verkiezingsreglement, waarin de elementen bedoeld bij artikel 5 van dit decreet vervat zijn, wordt opgesteld door een paritair orgaan samengesteld uit vertegenwoordigers van de studentenraad wanneer deze laatste bestaat en van de overheid van de universitaire instellingen.

Art. 5. Het verkiezingsreglement omvat minstens :

1° het principe van de verkiezing van de vertegenwoordigers van de studenten door en onder de studenten van de instelling, na een stemming met een beurt. Een tweede beurt wordt ingericht wanneer het bij artikel 6 bedoeld quorum niet bereikt wordt;

2° de datum(s) van de verkiezingen, die voor 30 april beëindigd moeten zijn;

3° de melding van de keuze van de inrichting van de verkiezing van de vertegenwoordigers van de studenten binnen de bij artikel 9 bedoelde organen en van hun plaatsvervangers, en dit hetzij rechtstreeks, hetzij via een studentenraad;

4° de keuze van de inrichting van de verkiezingen per faculteit of over het geheel van de instelling;

5° de datum van ambtsbekleding van de verkozen vertegenwoordigers;

6° de instelling van een kiescommissie belast met het toezicht en het tellen van de stemmen, paritair samengesteld uit studenten die geen kandidaat zijn, enerzijds, en personeelsleden en de overheid van de instelling, anderzijds, waarvan de voorzitter en de ondervoorzitter alternerend een student en een vertegenwoordiger van de overheid van de universitaire instelling zijn;

7° het verspreiden van een geïndividualiseerde informatie bij de kiesgerechtigde studenten.

Art. 6. Om geldig te zijn, dient de stemming de deelname van minstens 20 % van de regelmatig ingeschreven studenten voor de eerste en tweede cyclus van de universitaire instelling te hebben bekomen en 25 % van de studenten die regelmatig ingeschreven zijn in de faculteit indien de verkiezing per faculteit ingericht wordt.

Indien het bij lid 1 bedoeld quorum niet bereikt is, worden de studenten die in nuttige orde gerangschikt zijn, aangewezen voor de bij de artikelen 10, 11 en 12 van dit decreet bedoelde organen. Deze vertegenwoordigers worden niet in aanmerking genomen voor het berekenen van de representativiteit bedoeld bij titel II van dit decreet.

Art. 7. De opdracht van de vertegenwoordigers van de studenten bestaat uit :

- het vertegenwoordigen van alle studenten van de universitaire instelling;

- het verdedigen en het bevorderen van de belangen van de studenten, namelijk omtrent alle vragen inzake onderwijs, pedagogie en het beheer van de instelling;

- het aanmoedigen van de actieve participatie van de studenten aan het leven van de instelling met als doel ze de mogelijkheid te bieden hun volle rol van actieve, verantwoordelijke en kritisch ingestelde burger binnen de maatschappij en hun instelling te spelen;

- het zorgen voor de circulatie van de informatie tussen de overheid van de instelling en de studenten;

- het deelnemen aan de opleiding van de vertegenwoordigers van de studenten om ervoor te zorgen dat de vertegenwoordiging continu verloopt.

Art. 8. Iedere vertegenwoordiger van de studenten die zijn hoedanigheid van regelmatig ingeschreven student verliest of die onverantwoord afwezig is op drie vergaderingen van het orgaan waarin hij moet zetelen, wordt vervangen voor de overige duur van zijn mandaat.

In de universitaire instellingen waarin de vertegenwoordigers verkozen worden via een studentenraad, wordt in deze vervanging voorzien volgens de bij artikel 19 bepaalde procedure.

In de universitaire instellingen waarin de vertegenwoordigers van de studenten rechtstreeks worden verkozen, voor de vertegenwoordigers in de organen bedoeld bij de artikelen 10 en 11, wordt in deze vervanging voorzien volgens de bij artikel 23 bepaalde procedure. Voor de vertegenwoordigers bij de in artikel 9 bepaalde organen, voltooit een plaatsvervanger het mandaat.

HOOFDSTUK III. — *Deelneming aan het leven van de organen van de universitaire instellingen*

Art. 9. Vertegenwoordigers van de studenten zijn stemgerechtigde leden, naar rata van minstens 20 % van de samenstelling van de organen die samengesteld zijn binnen iedere universitaire instelling, die bevoegd zijn voor :

1° het benoemen van het administratief personeel, alsook het gespecialiseerd personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel;

2° het vastleggen en goedkeuren van de begrotingen en de rekeningen van de universitaire instelling;

3° het beslissen, binnen de perken van de budgettaire kredieten, over onderhoudswerken voor de gebouwen die tot de instelling behoren en het laten uitvoeren ervan binnen de door de wetgeving bepaalde voorwaarden;

4° het beschikken over en bestemmen van de kredieten toegewezen aan de inrichting, binnen de voorwaarden bepaald door de wetten, decreten en besluiten;

5° het beslissen over de cursussen, werkzaamheden en praktische oefeningen inzake onderwijs, overeenkomstig de wettelijke bepalingen;

6° het bepalen van de interne procedure en de nadere regels voor de externe procedure tot evaluatie van het onderwijs en de werking van de inrichting;

7° het benoemen van de leden van het wetenschappelijk personeel.

Art. 10. Vertegenwoordigers van de studenten worden stemgerechtigde leden, naar rata van minstens 25 % van de samenstelling van de organen belast binnen iedere universitaire instelling met :

1° het uitbrengen van een advies voor de organen bedoeld bij artikel 9, omtrent elke vraag met betrekking tot het aanwenden van de pedagogische middelen en het bestemmen van human resources;

2° het uitbrengen van voorstellen met betrekking tot de studies, de examens en, in het algemeen, de pedagogische inrichting van de instelling.

Art. 11. Vertegenwoordigers van de studenten worden stemgerechtigde leden, naar rata van minstens 50 % van de samenstelling van de organen belast binnen iedere universitaire instelling met het beheer van de jaarlijkse subsidies bedoeld bij artikel 1 van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen.

Art. 12. Vertegenwoordigers van de studenten worden stemgerechtigde leden, naar rata van minstens 20 % van de raden van faculteiten of organen samengesteld op het niveau van de verscheidene studiegebieden van iedere universitaire instelling.

Art. 13. Vertegenwoordigers van de studenten, gekozen onder de vertegenwoordigers bij de organen bedoeld bij artikel 9, kunnen lid zijn van de organen samengesteld binnen iedere universitaire instelling, bevoegd voor andere aangelegenheden dan deze bedoeld bij artikel 9 en alsook voor de voorbereiding van de beslissingen met betrekking tot de bij hetzelfde artikel bedoelde aangelegenheden, volgens een verhouding bepaald door deze verscheidene organen.

Art. 14. De autoriteiten van de universitaire instellingen stellen alles in het werk om de deelneming van de studenten in die verschillende organen mogelijk te maken.

HOOFDSTUK IV. — *De wijze waarop de vertegenwoordigers van de studenten worden aangewezen*

Afdeling I. — Aanwijzing binnen de bij artikel 9 bedoelde organen

Art. 15. De vertegenwoordigers van de studenten bij de in artikel 9 bedoelde organen kunnen ofwel rechtstreeks verkozen worden ofwel aangewezen worden door een studentenraad samengesteld op het niveau van de universitaire instelling.

Art. 16. De vertegenwoordigers van de studenten die rechtstreeks verkozen worden, kunnen voor het toekennen van de volgende mandaten beslissen over te gaan naar het systeem van de studentenraad.

Om geldig te zijn, dient deze beslissing genomen te worden met minstens twee derde van de vertegenwoordigers van de studenten verkozen voor de organen bedoeld bij artikel 9, ten laatste twee maanden voor de opening van de volgende verkiezingsperiode.

Aan de overheid van de universitaire instelling wordt daarvan schriftelijk kennis gegeven.

Art. 17. De studentenraad kan beslissen, voor de toekenning van de volgende mandaten, over te gaan naar het systeem van de rechtstreekse verkiezing van de vertegenwoordigers van de studenten.

Om geldig te zijn, dient deze beslissing genomen te worden met minstens tweederdemeerderheid van de leden waaruit de studentenraad bestaat, ten laatste twee maanden voor de opening van de volgende verkiezingsperiode.

Aan de overheid van de universitaire instelling wordt daarvan schriftelijk kennis gegeven.

Afdeling II. — De studentenraad

Art. 18. Er kan een studentenraad door de studenten samengesteld worden binnen een universitaire instelling.

Om geldig samengesteld te worden, dient de studentenraad aan de volgende voorwaarden te voldoen :

1° verkozen worden door het geheel van de kiesgerechtigde personen bedoeld bij artikel 3;

2° minstens 7 leden tellen die verkozen werden tijdens de verkiezingen bedoeld bij artikel 4;

3° onder deze minstens een vertegenwoordiger van de studenten tellen die uit iedere faculteit of ieder studiegebied voortkomt voorzover er een vertegenwoordiger werd verkozen.

Art. 19. De studentenraad wijst onder de verkozen leden waaruit hij bestaat de vertegenwoordigers aan van de studenten bij de organen bedoeld bij artikel 9.

De studentenraad wijst onder de bij de universitaire instelling regelmatig ingeschreven studenten de vertegenwoordigers aan van de studenten bij de organen bedoeld in de artikelen 10 en 11.

De aanwijzing van de studenten die bij de in de artikelen 9, 10 en 11 bedoelde organen zetelen wordt gedaan door het geheel van de vertegenwoordigers van de studenten die uit de verkiezingen bedoeld bij artikel 4 voortkomen.

Ze zenden de lijst van deze vertegenwoordigers over naar de overheid van de universitaire instelling alsook de commissaris of afgevaardigde van de Regering bij de universitaire instelling, ten laatste tegen 31 mei.

Afdeling III. — Rechtstreekse verkiezing

Art. 20. De studenten die zetelen bij de in artikel 9 bedoelde organen en hun plaatsvervangers kunnen rechtstreeks verkozen worden en onder de studenten overeenkomstig de verkiezingsprocedure bepaald binnen de universitaire instelling, overeenkomstig artikel 5.

Art. 21. Studenten verkozen voor de bij artikel 9 bedoelde organen kunnen zich op lokaal niveau groeperen om een vereniging samen te stellen die de studenten vertegenwoordigt.

Art. 22. Om geldig samengesteld te zijn, dient een vereniging die op lokaal niveau samengesteld wordt om de studenten te vertegenwoordigen, aan de volgende voorwaarden te voldoen :

1° onder de oprichters minstens 35 % leden tellen die effectief verkozen werden binnen de organen bedoeld bij artikel 9;

2° ten laatste tegen 31 mei bij de commissaris van de Regering bij de instelling een document indienen waaruit blijkt dat een op lokaal niveau een vereniging ter vertegenwoordiging van de studenten werd samengesteld.

Art. 23. De representatieve vereniging(en) op lokaal niveau samengesteld of, desgevallend, de studenten verkozen voor de organen bedoeld bij artikel 9 wijzen de vertegenwoordigers aan van de studenten bij de organen bedoeld bij de artikelen 10 en 11, evenredig met het aantal rechtstreeks verkozen studenten waaruit zij bestaat.

De lijst van deze vertegenwoordigers wordt overgezonden naar de overheid van de instellingen alsook aan de commissaris van de Regering bij de instelling, ten laatste tegen 31 mei.

HOOFDSTUK V. — De middelen die aan de vertegenwoordigers van de studenten toegestaan worden

Art. 24. Naast de kosteloze terbeschikkingstelling van lokalen, kent de universitaire instelling jaarlijks aan de studentenraad of aan de representatieve verenigingen op lokaal niveau samengesteld geldmiddelen bestemd voor hun werking.

Het geheel van toegekende geldmiddelen wordt berekend op basis van het aantal studenten die regelmatig ingeschreven zijn binnen de universitaire instelling tijdens het academiejaar van de verkiezingen, naar rata van minstens 2,5 euro per student en mag niet lager liggen dan 5.000 euros.

Art. 25. De universitaire instellingen stellen personeel ter beschikking van de studentenraad of van de representatieve verenigingen die op lokaal niveau samengesteld werden, naar rata van minstens een halve voltijdse opdrachthouder per begonnen schijf van 10 000 studenten.

TITEL II. — De vertegenwoordiging op gemeenschapsniveau

Art. 26. Titel II van dit decreet is van toepassing op de universitaire instellingen bedoeld bij artikel 1 van het decreet van 5 september 1994, hierna de universitaire instellingen, op de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap bedoeld bij artikel 1, 1°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen, hierna hogescholen, op de hogere kunstscholen bedoeld bij artikel 1, § 1, van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hogere kunstonderwijs, hierna hogere kunstscholen, alsook op de hoger instituten voor bouwkunde bedoeld bij artikel 3, § 3, van de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het bouwkundige onderwijs, hierna hogere instituten voor bouwkunde.

Art. 27. § 1. Onder representatieve vereniging van de studenten op gemeenschappelijk niveau, vereniging of, desgevallend, groep vrijwillige studentenverenigingen die, onder andere, aan de volgende criteria voldoen, dient verstaan te worden :

tot opdracht hebben alle studenten te vertegenwoordigen van een hogeschool, een universitaire instelling, een hogere kunstschool en/of een hoger instituut voor bouwkunde;

tot doel hebben de belangen van de studenten te verdedigen en te bevorderen, namelijk inzake onderwijs, pedagogie, beheer alsook inzake de voorwaarden voor de toegang tot de hogeschool, de universitaire instelling, de hogere kunstschool of het hogere instituut voor bouwkunde;

de actieve medewerking aanmoedigen van de studenten met als doel ze hun volle rol als actieve, verantwoordelijke en kritische burger te laten spelen binnen de maatschappij en hun hogeschool, universitaire instelling, hogere kunstschool of hoger instituut voor bouwkunde;

de circulatie van de informatie waarborgen onder en afkomstig van de studenten;

de participatie aan de opleiding van de vertegenwoordigers van de studenten.

§ 2. Binnen de begrotingsperken van de Franse Gemeenschap, wordt een jaarlijkse toelage toegekend aan iedere representatieve organisatie die op gemeenschapsniveau erkend is.

Deze toelage wordt verdeeld onder de op gemeenschapsniveau erkende representatieve organisaties, enerzijds, naar rata van 25 % van het bedrag, op gelijke wijze onder de op gemeenschapsniveau erkende representatieve organisaties, anderzijds, voor het overige deel, in functie van het aantal regelmatig ingeschreven studenten in het geheel van de inrichtingen voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap op wie titel II van dit decreet van toepassing is en vertegenwoordigd door de studentenraden en de op gemeenschapsniveau samengestelde representatieve organisaties aangesloten bij iedere gemeenschappelijke representatieve organisatie.

De verantwoording van het aanwenden van de jaarlijkse toelagen wordt gewaarborgd gedurende vijf jaar door de bewaring door de begunstigde organisatie van alle bewijzen en door hun vertoon op iedere aanvraag van de Regering.

§ 3. De verkiezingen van de leden van iedere representatieve organisatie van de studenten geschieden, om het jaar, vóór 30 juni.

Deze organisaties delen aan de Regering van de Franse Gemeenschap een afschrift mede van hun statuten en reglementen alsook de samenstelling van hun instanties.

Art. 28. Op gemeenschapsniveau wordt een representatieve organisatie van de studenten erkend indien ze op het ogenblik van de erkenning aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° minstens vijf studentenraden of op gemeenschapsniveau samengestelde representatieve organisaties bij elkaar brengen, waaronder minstens een studentenraad bedoeld bij artikel 73 van het decreet van 5 augustus 1995 en minstens een studentenraad bedoeld bij artikel 18 van dit decreet of een op gemeenschapsniveau samengestelde representatieve organisatie bedoeld bij artikel 21 van hetzelfde decreet en, via de studentenraden of de aangesloten op gemeenschapsniveau samengestelde representatieve organisaties, minstens 20 % van de regelmatig ingeschreven studenten voor het geheel van de inrichtingen voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, verdeeld over minstens drie zones of provincies;

2° in haar statuten voor een evenredige vertegenwoordiging zorgen in haar midden van de studentenraden en/of de op gemeenschapsniveau samengestelde representatieve organisaties van de studenten die er hun vertegenwoordiging aanwijzen overeenkomstig artikel 34 van dit decreet, waarbij wordt gegarandeerd de aanwezigheid van minstens één vertegenwoordiger voor iedere studentenraad en/of op gemeenschapsniveau samengestelde representatieve organisatie;

3° samengesteld worden in de vorm van een v.z.w.;

4° voor het verspreiden van de informatie instaan die bestemd zijn voor de leden alsook de regels voor de aansluiting bij de organisatie en voor de toegang tot haar activiteiten, programma's en diensten;

5° zijn zetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

6° statuten hebben die het decreet naleven;

7° een regelmatige boekhouding voeren waarbij het geldelijk toezicht mogelijk wordt gemaakt;

8° het nazicht van de conformiteit van haar activiteiten en van haar boekhouding met de voorwaarden voor de toekenning van toelagen aanvaarden, overeenkomstig afdeling III van hoofdstuk III van titel II van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;

9° ten laatste op 15 juli van elk jaar, aan de Regering te hebben medegedeeld de naam et de voornaam van de leden aangewezen door de verscheidene studentenraden en/of de op gemeenschapsniveau samengestelde representatieve organisaties van de studenten binnen de representatieve organisatie, de resoluties tot aansluiting van de verscheidene studentenraden en/of de op gemeenschapsniveau samengestelde representatieve organisaties van de studenten, de samenstelling van deze instanties, alsook de statuten en reglementen, of desgevallend hun wijzigingen;

10° een aanvraag tot erkenning te hebben ingediend bij de Regering, ten laatste op 15 juli van het jaar gedurende hetwelk de Regering de lijst vaststelt bedoeld bij artikel 29.

Art. 29. De Regering stelt voor drie jaar de lijst vast van de vanaf 1 september op gemeenschapsniveau erkende representatieve organisaties van de studenten.

Art. 30. De erkenning door de Regering van een op gemeenschapsniveau erkende representatieve organisatie van de studenten machtigt deze ertoe :

1° de jaarlijkse toelage bedoeld bij artikel 27, § 2, van dit decreet te bekomen;

2° deel te nemen aan het overleg met de Regering bedoeld bij artikel 32 van dit decreet;

3° vertegenwoordigers van de studenten aan te wijzen binnen de verscheidene raden en commissies zoals bepaald in artikel 33 van dit decreet.

Art. 31. De Regering kan de erkenning intrekken van de op gemeenschapsniveau erkende representatieve organisaties als deze ophouden aan de voorwaarden bepaald door dit decreet te voldoen.

Deze procedure tot intrekking wordt voorafgegaan door een verhoor van de vertegenwoordigers van de betrokken vereniging en, indien de op gemeenschapsniveau erkende representatieve organisaties nog steeds niet aan de erkenningsvoorwaarden voldoet, door een ingebrekestelling door de Regering. Vanaf deze laatste, beschikt de op gemeenschapsniveau erkende representatieve organisatie over een termijn van dertig dagen om opnieuw aan voornoemde voorwaarden te voldoen.

Art. 32. Met de op gemeenschapsniveau erkende representatieve organisaties wordt overleg gepleegd omtrent elk ontwerp van decreet of reglementair besluit met betrekking tot het hoger onderwijs of de studietoelagen en -leningen. De Regering bepaalt de nadere regels voor dit overleg.

Art. 33. Enkel de op gemeenschapsniveau erkende representatieve organisaties worden ertoe gemachtigd de vertegenwoordigers aan te wijzen van de studenten die binnen de verscheidene raden en commissies zetelen in de Franse Gemeenschap.

Art. 34. Iedere studentenraad of elke op gemeenschapsniveau samengestelde representatieve organisatie van de studenten, naar rata van zijn/haar representativiteit, kan vrij beslissen over de aansluiting bij een op gemeenschapsniveau erkende representatieve organisatie of een op gemeenschapsniveau representatieve organisatie op te richten.

Iedere studentenraad of iedere op gemeenschapsniveau samengestelde representatieve organisatie kan om beurt enkel bij één op gemeenschapsniveau erkende representatieve organisatie aangesloten zijn.

Iedere raad of iedere op gemeenschapsniveau samengestelde representatieve organisatie wijst elk jaar zijn/haar vertegenwoordigers aan binnen de op gemeenschapsniveau representatieve organisatie die hij/zij kiest, mits inachtneming van de statutaire bepalingen van deze.

Art. 35. Er wordt een evaluatie van de uitvoering van dit decreet gedaan ten vroegste na het derde academiejaar volgend op zijn inwerkingtreding.

TITEL III. — Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 36. Aan artikel 8, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 3° wordt vervangen door de volgende bepaling : « 3° elf vertegenwoordigers van het onderwijzend korps, verkozen door de academische raad onder de leden van het onderwijzend korps die er sedert ten minste twee jaar een volledige opdracht vervullen; »;

2° het 4° wordt vervangen door de volgende bepaling : « 4° vijf vertegenwoordigers van het wetenschappelijk korps verkozen onder de leden van het wetenschappelijk korps, die er ten minste twee jaar een universitaire beroepsactiviteit uitgeoefend hebben; »;

3° het 5° wordt vervangen door de volgende bepaling : « 5° drie vertegenwoordigers van het administratief en het gespecialiseerd meesters-, vak- en dienstponeel verkozen onder de leden van het personeel die ten minste twee jaar een beroepsactiviteit in dezelfde inrichting uitoefenen; »;

4° het 6° wordt vervangen door de volgende bepaling : « 6° zeven vertegenwoordigers van de studenten aangewezen overeenkomstig het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap, die er reeds één jaar studie succesvol voltooid hebben; »;

5° het 7° wordt vervangen door de volgende bepaling : « 7° zeven vertegenwoordigers van de sociale, economische en politieke kringen; ».

Art. 37. In artikel 14 van dezelfde wet van 28 April 1953 wordt een lid 5 luidend als volgt, toegevoegd :

« Het vorig lid is niet van toepassing op de vertegenwoordigers van de studenten, voor wie de bepalingen van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap, geldig zijn. ».

Art. 38. Aan artikel 15 van de voornoemde wet van 28 april 1953 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In lid 1, worden de woorden « met uitzondering van de vertegenwoordigers aangewezen overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap. » toegevoegd na de woorden « de leden van de raad van beheer ».

2° In lid 4, worden de woorden « met uitzondering van de vertegenwoordigers aangewezen overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap. » toegevoegd na de woorden « die zijn aanwijzing hebben gerechtvaardigd ».

Art. 39. In artikel 19bis van de voornoemde wet van 28 april 1953 wordt lid 2 door de volgende bepaling vervangen : « Dit bureau bestaat uit de rector, de vice-rector, twee hoogleraren, een vertegenwoordiger van het wetenschappelijk korps, een vertegenwoordiger van het administratief personeel en van het gespecialiseerd meesters-, vak- en dienstponeel, twee vertegenwoordigers van de studenten en twee vertegenwoordigers uit de sociale, economische en politieke kringen. ».

Art. 40. Aan artikel 64bis, § 1, van de voornoemde wet van 28 april 1953 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 3° wordt door de volgende bepaling vervangen : « 3° zes vertegenwoordigers van het onderwijzend korps verkozen door de academische raad onder de leden van het onderwijzend korps en die er sedert minstens twee jaar een ambt met volledige opdracht uitoefenen; »;

2° het 4° wordt door de volgende bepaling vervangen : « 4° drie vertegenwoordigers van het wetenschappelijk korps verkozen onder de leden van het wetenschappelijk korps en die er sedert minstens twee jaar een universitaire beroepsactiviteit uitoefenen; »;

3° het 6° wordt door de volgende bepaling vervangen : « 6° vier vertegenwoordigers van de studenten aangewezen overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap, die er al een studiejaar met succes hebben voltooid; »;

4° het 7° wordt door de volgende bepaling vervangen : « 7° drie vertegenwoordigers uit de sociale, economische en politieke kringen; ».

Art. 41. Artikel 64bis, § 2 van de voornoemde wet van 28 april 1953 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 2. Het bureau van de faculteit bestaat uit de rector, de vice-rector, twee hoogleraren, een vertegenwoordiger van het wetenschappelijk korps, een vertegenwoordiger van het administratief personeel en van het gespecialiseerd meesters-, vak- en dienstponeel, twee vertegenwoordigers van de studenten en twee vertegenwoordigers uit de sociale, economische en politieke kringen. »

Art. 42. Er wordt een artikel 4bis, luidend als volgt, ingevoegd in het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen :

« De commissarissen of afgevaardigden van de Regering bij de universitaire instellingen zijn belast met het toezicht op de uitwerking van de deelneming van de studenten aan het universitaire leven en inzonderheid :

1° de conformiteit van het reglement en de verkiezingsprocedure met de bepalingen van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap;

2° de geldigheid van het verloop van het verkiezingsproces;

3° de naleving van de quorums inzake deelneming aan de verkiezingen.

Bovendien, zijn de commissarissen of afgevaardigden belast met het toezicht op het aanwenden van de middelen toegekend overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Regering. »

Art. 43. De artikelen 3 tot 9 van het besluit van de Regering van 9 september 1996 tot regeling van de verkiezing van de raad van hogeschoolstudenten en vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de representatieve studentenverbonden op communautair vlak, worden opgeheven.

Art. 44. De voor het academiejaar 2001-2002 op gemeenschapsvlak erkende representatieve organisaties van de studenten worden erkend tot 31 augustus 2004.

Art. 45. Voor het academiejaar 2004-2005, in het geval dat de verkiezingen van de vertegenwoordigers van de studenten niet de quorums bereiken bedoeld bij artikel 6, worden de studenten aangewezen die het merendeel stemmen hebben bekomen, binnen de organen bedoeld bij de artikelen 9, 10, 11 en 12 van dit decreet.

Art. 46. Artikel 32bis van het koninklijk besluit van 23 oktober 1967 houdende het algemeen reglement voor de rijksuniversiteiten en de rijksuniversitaire centra, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 september 1971, wordt vervolledigd door de woorden « met uitzondering van de bij artikel 31 bedoelde quorums ».

Art. 47. Artikel 78 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, wordt opgeheven.

Art. 48. De artikelen 1, 2 en 3 van het decreet van 31 mei 1999 houdende sommige hervormingen in het hoger onderwijs, worden opgeheven.

Art. 49. In artikel 39bis, § 1, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, worden de woorden « de studentenraden en de op gemeenschapsniveau representatieve organisaties van de studenten » ingevoegd tussen de woorden « met uitzondering van de studenten » en de woorden « en de personeelsleden ».

Art. 50. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2003, met uitzondering van artikel 44 dat op 1 juli 2002 van kracht wordt.

Kondigen dit decreet af, en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 juni 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de «O.N.E.»,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

F. DUPUIS

De Minister van Kunsten, Letteren en de Audiovisuele Sector,

D. DUCARME

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002 2003.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 406-1. Commissieamendementen, nr. 406-2. Verslag, nr. 406-3. *Integraal verslag.* — Discussie en aanneming. Vergadering van 3 juni 2003.